

**COMITÉ RÉGIONAL DE LA
MÉDITERRANÉE ORIENTALE**
Soixante-cinquième session
Khartoum (Soudan), 15-18 octobre 2018

Septembre 2018

**PLAN D'ACTION RÉGIONAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION MONDIALE
POUR LUTTER CONTRE LES VECTEURS 2017-2030**

Objectifs de la réunion

L'objectif de la session est le suivant :

- convenir de la nécessité d'adopter un plan d'action régional visant à soutenir les pays dans l'élaboration d'une approche intégrée et globale de la lutte antivectorielle et de la surveillance des vecteurs, en vue de la mise en œuvre de l'*Action mondiale pour lutter contre les vecteurs 2017-2030*.

Contexte

Dans la Région OMS de la Méditerranée orientale, les maladies à transmission vectorielle constituent une cause importante de morbidité et de mortalité. Les principales maladies à transmission vectorielle incluent le paludisme, la dengue, le chikungunya, la fièvre jaune, la leishmaniose, la schistosomiase, la filariose lymphatique, l'onchocercose et la fièvre hémorragique de Crimée-Congo. Le paludisme demeure une importante cause de morbidité et de mortalité dans huit pays d'endémie. Selon les estimations de l'OMS, il y a eu 4,2 millions de cas de paludisme et 8200 décès associés dans la Région en 2016. Les arboviroses émergentes, et plus particulièrement la dengue et le chikungunya, principalement transmis par *Aedes aegypti*, posent un problème de santé publique dans au moins huit pays qui notifient des flambées majeures comportant un risque de propagation vers d'autres pays. Les moustiques *Aedes* sont également responsables des importantes flambées de fièvre jaune rapportées au Soudan. Un autre vecteur important d'arboviroses, le moustique invasif *Aedes albopictus*, s'est propagé en République islamique d'Iran, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine, au Pakistan et en République arabe syrienne, entraînant ainsi une augmentation du risque de propagation de la dengue et d'autres arboviroses vers davantage de pays de la Région. La leishmaniose est une maladie à transmission vectorielle transmise par des phlébotomes ainsi qu'une maladie tropicale négligée qui a une grande incidence sur la santé publique. Elle est endémique dans 18 pays de la Région où elle représente la charge la plus élevée (57 %) de leishmaniose cutanée à l'échelle mondiale. Plus de 100 000 nouveaux cas sont notifiés chaque année, ce qui constitue une charge sociale et économique énorme.

La lutte antivectorielle joue un rôle crucial dans la prévention de nombreuses maladies à transmission vectorielle ainsi que dans la lutte contre celles-ci. Elle offre également l'un des meilleurs retours sur investissement en santé publique. Le rôle vital de la lutte antivectorielle en matière de réduction de la charge des maladies associées, notamment du paludisme et des arboviroses telles que la dengue et le chikungunya, est bien documenté. Néanmoins, les facteurs sociaux, démographiques et environnementaux ayant entraîné une intensification, une propagation géographique, un allongement des saisons de transmission, ou la réémergence de maladies à transmission vectorielle au cours des dernières années, il est essentiel de renforcer les capacités en matière de surveillance des vecteurs et de lutte antivectorielle. Un manque de politiques, de stratégies et de plans clairs en vue d'une approche intégrée, et de faibles capacités de surveillance des vecteurs dues à un nombre limité de structures dédiées au renforcement des capacités et à la formation comptent parmi les principaux problèmes auxquels la Région est confrontée. Les données locales pouvant appuyer la prise de décisions pour une lutte antivectorielle efficace sont également limitées, les ressources financières allouées au soutien de la recherche fondamentale et appliquée étant insuffisantes. En outre, les troubles civils, les

migrations, l'urbanisation sauvage, le manque de réseaux de canalisations d'approvisionnement en eau, une gestion des déchets solides inadéquate et le changement climatique exposent un grand nombre de populations à un risque accru de maladies à transmission vectorielle. La résistance aux insecticides affiche également une augmentation en termes d'intensité et de distribution géographique dans de nombreux pays d'endémie.

La charge mondiale des maladies à transmission vectorielle émergentes et réémergentes a conduit à l'élaboration de *l'Action mondiale pour lutter contre les vecteurs 2017-2030*, qui propose une nouvelle stratégie pour le renforcement de la lutte antivectorielle à l'échelle mondiale, au moyen de capacités accrues, d'une surveillance améliorée, d'une meilleure coordination et d'une action intégrée. Le présent document fournit des orientations stratégiques aux pays en vue du renforcement de la lutte antivectorielle en tant qu'approche fondamentale dans la prévention des maladies et la riposte aux flambées. Il soutient la mise en œuvre d'une approche globale permettant d'atteindre des objectifs nationaux et mondiaux propres à certaines maladies, et contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable. Le document fait également la promotion des principes de la gestion intégrée des vecteurs, définie comme un processus rationnel de prise de décisions visant l'utilisation optimale des ressources pour la lutte antivectorielle ayant pour objectif d'améliorer l'efficacité, la rentabilité, le bien-fondé écologique et la pérennité des opérations dans ce domaine.

Cette approche stratégique a été validée par les États Membres lors de la Soixante-Dixième Assemblée mondiale de la Santé en mai 2017, et la résolution WHA70.16 a été adoptée à l'appui de cette démarche. Cette résolution invite instamment les États Membres à élaborer des stratégies et des plans opérationnels nationaux de lutte antivectorielle ou à adapter ceux qui existent déjà, selon qu'il conviendra, afin de les aligner sur l'approche stratégique en faveur d'une action mondiale intégrée pour lutter contre les vecteurs.

Le projet de plan d'action régional pour la mise en œuvre de *l'action mondiale pour lutter contre les vecteurs* a été élaboré après la réalisation d'une analyse de situation et d'une évaluation des besoins des pays de la Région. Ces deux opérations visaient à mesurer les capacités et les besoins des pays en matière de surveillance des vecteurs et de lutte antivectorielle. Les résultats de ces évaluations ont été passés en revue par des experts au cours d'une réunion de consultation qui a eu lieu en Tunisie en juin 2018. Le projet de plan d'action régional sera largement diffusé auprès des États Membres et des experts en août 2018 en vue de leurs contributions supplémentaires et de l'élaboration d'un ensemble de recommandations.

Résultats escomptés

1. Conclusion d'un accord sur la nécessité d'adopter le plan d'action régional visant à soutenir les pays dans l'élaboration d'une approche intégrée et globale de la lutte antivectorielle et de la surveillance des vecteurs, en vue de la mise en œuvre de *l'Action mondiale pour lutter contre les vecteurs 2017-2030*.